

**8 Société et Culture**

**Atelier national sur la réduction des risques de catastrophes (RRC)  
Préparer à l'engagement des parties prenantes**

**Abel EYEGHE EKORE**  
Libreville/Gabon

LA secrétaire générale du ministère de l'Intérieur, Judith Pemba Mombo, a ouvert, lundi, dans un hôtel de Libreville, l'atelier national sur la Réduction des risques de catastrophes (RRC). En partenariat avec le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR). L'objectif de cette rencontre, organisée par le ministère de l'Intérieur, est d'accroître la connaissance des risques, la participation et l'engagement des différentes parties prenantes, grâce à une meilleure sensibilisation à l'évaluation des risques de catastrophes et à la modélisation des risques. Mais



Photo : Abel Eyeghe

Les travaux ont été ouverts par la secrétaire générale du ministère de l'Intérieur, Judith Pemba Mombo.

aussi le renforcement de la capacité nationale d'intégrer l'adaptation aux changements climatiques (ACC) et la RRC dans les systèmes d'investissements publics et de planification du développement, tels que définis dans le cadre d'action de

Sendai et les Objectifs du développement durable (ODD), a fait savoir Hortense Moussounda, coordonnateur de la plate-forme nationale RRC. Ouvrant les travaux, la secrétaire générale du ministère de l'Intérieur a



Photo : Abel Eyeghe

Une photo de famille à la fin des travaux.

souligné que le profil de risques au Gabon indique qu'environ « 4000 personnes sont touchées chaque année par des inondations. Les pertes économiques directes qui en résultent s'élèvent en moyenne annuelle probable

à près de 260 millions de dollars. Et on s'attend à voir presque doubler ces pertes en 2050. Le secteur du logement est le plus impacté avec des pertes de plus de 130 millions de dollars dans le climat actuel, et plus de 200 millions de dollars dans

le climat futur. Les deux autres secteurs avec des pertes importantes sont celui des services et des infrastructures critiques, et qu'en ce qui concerne les sécheresses, annuellement, plus de 20 000 personnes peuvent être touchées au Gabon.»

**Après leur déguerpissement le mois dernier du site de l'ex-Gare-routière de Libreville  
Les commerçantes font le sit-in**

**LLIM**  
Libreville/Gabon

DANS une sorte de mouvement d'humeur pacifique qu'elles observaient hier matin au niveau de l'échangeur de l'ex-Gare-routière de Libreville, les commerçantes déguerpies de ce site par la municipalité, il y a un peu plus d'un mois, manifestaient leur mécontentement, n'ayant plus d'espace pour exercer leur activité.



Photo : LLIM

Les commerçantes revendiquent, entre autres, des espaces pour leur commerce.

Sur le lieu du sit-in, nous avons trouvé des femmes d'un certain âge, assises à

même le sol, exhibant des pancartes en carton sur lesquelles on pouvait lire

des messages traduisant leur peine. Morceaux choisis: "Le com-



Photo : LLIM

Leurs revendications sont adressées aux autorités, surtout à la municipalité.

merçant pleure sa liberté", "Nos familles meurent de faim", "Pourquoi nos ma-

mans sont devenues des mendiants?", "Libérez le commerce au Gabon", "Madame le maire, prenez vos responsabilités", etc. L'une des manifestantes

nous a fait savoir qu'il ne s'agit pas d'engager un bras de fer avec la municipalité. Mais de trouver un terrain d'entente, afin que chacune d'elle puisse continuer à exercer son commerce en toute quiétude. « Il ne faut pas perdre de vue le fait que ce commerce nous permet non seulement de nous prendre en charge. Mais aussi de nous occuper de nos proches», a expliqué une vendeuse ayant requis 'anonymat.

« Avec les fêtes qui approchent, nous risquons d'être les seuls parents incapables de donner le sourire à nos enfants car, incapables de réaliser leurs souhaits», a lancé une autre, visiblement abattue.

**Choses vues**

**Le dépotoir de l'ex-Gare routière de Libreville**

**IMM**  
Libreville/Gabon

LA concentration des opérateurs économiques, à l'instar des commerçants ambulants et autres vendeurs à la sauvette, à l'ex-Gare routière de Libreville, n'est pas sans conséquence sur la sécurité et la propreté de l'environnement. Beaucoup d'entre eux sont en effet reconnus comme des grands pourvoyeurs de déchets de toute nature. Il suffit d'y faire un tour, pour s'en convaincre. Un dépotoir d'ordures à ciel ouvert s'y est spontanément créé. Lequel prend des proportions incommensurables, au fil du temps. Une situation déplorable, que la présence d'un bac à ordures sur les lieux permettrait probablement



Photo : IMM

d'éviter. Du coup, les différents commerçants qui y exercent leurs activités n'ont pas d'autre choix pour se débarrasser de leurs déchets: ils jettent tout, ou presque dans un gros trou formé sur la chaussée, en face de la place où ils opèrent. Avec les eaux de pluie, ces déchets prennent une forme encore plus aviliss-

sante, dégageant des odeurs pestilentielles à longueur de journée. Toutes choses qui ternissent l'image de cette partie du marché de Mont-Bouët. « Nous ne savons pas quelles explications il faudrait donner au mutisme des responsables chargés de la ville. Il y a comme une contradiction notoire (...) entre la volonté affichée

d'avoir une ville propre et conviviale et les tas d'ordures qui jonchent les rues dans tous les quartiers de la capitale? », notent des observateurs. A cette allure, il est à craindre l'apparition de maladies liées à l'insalubrité. Aussi bien à cet endroit que dans bien d'autres de la ville qui vivent la même situation.



Les commerçants et leurs clients côtoient ces déchets à longueur de journée.

LYBEK 2018